

### 3. L'Amérique n'est pas la Belgique

De l'introduction de ce document de vision, on peut conclure qu'il est fait référence aux similitudes dans le travail et l'action de la police entre les États-Unis d'Amérique (ci-après les États-Unis) et la Belgique. Peut-on simplement comparer les États-Unis à la Belgique en termes d'organisation et d'approche des services de police ? Dans le journal télévisé de RTL<sup>39</sup> du 18.10.2020, le commissaire général de la police fédérale était en tout cas convaincu du contraire lorsqu'il a déclaré : "*La ou les situations ne sont en aucun cas comparables. Le recrutement, la sélection, la formation et les mesures disciplinaires aux États-Unis ne sont en aucun cas comparables à ceux de la Belgique*". Il est grand temps de comparer une chose et une autre.

Aperçu :

	<u>États-Unis</u>	<u>Belgique</u>
Nombre de services de police	environ 18 000 <sup>40</sup>	2 mais intégrées <sup>41</sup>
Statut du personnel	Multiple <sup>42</sup>	1
Statut disciplinaire	Multiple	1 <sup>43</sup>
Dispositions statutaires	Chaque service a ses propres dispositions juridiques	1 loi sur la fonction police 1 loi sur la police intégrée

<sup>39</sup> Voir <https://www.rtl.be/info/belgique/societe/le-commissaire-general-de-la-police-federale-marc-de-mesmaeker-comprend-la-colere-mais-ne-veut-pas-la-comparer-avec-les-etats-unis-en-rien-la-1225808.aspx>

<sup>40</sup> Il s'agit des services de police fédérale, d'État, provinciales et municipales, ainsi que d'une multitude d'agences spécialisées au niveau local. Au niveau fédéral, par exemple, il existe des services tels que l'USPC (United States Capitol Police), le SCOTUS (police de la Cour suprême des États-Unis), la DEA (Drug Enforcement Administration), le CGI (Coast Guard Intelligence), la NSA (National Security Agency), le FBI (Federal Bureau of Investigation), etc. Au niveau de l'État, la police dispose de pouvoirs généraux, par exemple en matière de circulation ou d'enquêtes judiciaires. Chaque État a un département de police d'État, sauf Hawaï. Il peut également y avoir plusieurs services dans un même État. En Californie, on trouve notamment la California Highway Patrol et le California Bureau of Firearms.

En outre, au niveau local, il y a les shérifs, environ 3 000 d'entre eux, qui dirigent une "agence de maintien de l'ordre du comté" ; le shérif est élu politiquement pour un mandat de quatre ans.

La taille des services de police locaux est très variable. Elle peut aller de plusieurs milliers de policiers (36 000 pour New York) à 1 (comté d'Ellendale, voir <https://www.themarshallproject.org/2018/10/24/when-you-re-the-only-cop-in-town>).

Il existe également des forces de police spéciales dans les districts, qui peuvent notamment travailler dans les écoles ou les universités.

<sup>41</sup> La police fédérale et la police locale (185 zones de police au 09.10.2020). Cependant, la police fédérale et la police locale travaillent selon les mêmes principes (un statut du personnel, un statut disciplinaire, une loi sur la fonction de police, une loi sur la police intégrée).

<sup>42</sup> Par exemple, un policier de l'État du Mississippi gagne en moyenne 33 300 dollars par an, alors que dans l'État de Californie, ce salaire est de 89 160 dollars par an en moyenne, voir <https://www.cheatsheet.com/culture/states-pay-police-officers-highest-lowest-salaries.html/>

<sup>43</sup> Mais il n'existe pas une autorité disciplinaire unique. Chaque autorité disciplinaire décide elle-même de la manière dont les transgressions disciplinaires doivent être sanctionnées.



	<u>États-Unis</u>	<u>Belgique</u>
Statut obligatoire	Statuts divers	1 statut applicable à tous les mandataires
Un concept de gestion unique	Non	Oui <sup>44</sup>
Une base de données policières de base unique pour tous les services	Non	Oui <sup>45</sup>
Une norme de qualité imposée	Non <sup>46</sup>	Oui <sup>47</sup>
Une formation de base uniforme	Non <sup>48</sup>	Oui
Nombre d'heures de formation de base	647 <sup>49</sup>	1314 <sup>50</sup>
Un cadre juridique unique pour l'usage de la force	Non	Oui <sup>51</sup>
Une approche similaire pour lutter	<sup>52</sup> Un centre national sera créé.	Les règlements sont identiques, mais la question est de savoir s'ils sont

<sup>44</sup> CP3, excellence dans la fonction de police (fonction de police orientée vers la communauté, la fonction de police guidée par l'information et la gestion optimale)

<sup>45</sup> Base de données nationale générale

<sup>46</sup> Il existe plusieurs initiatives officielles, telles que le COPS qui encourage la police de proximité. Voir <https://cops.usdoj.gov/photocontest>. Toutefois, il y a une application obligatoire.

<sup>47</sup> CP3, circulaire ministérielle relative au système de contrôle interne.

<sup>48</sup> La formation de la police aux États-Unis varie selon l'État ou le service. Voir

<https://www.insider.com/some-police-academies-require-fewer-hours-of-training-plumbing-2020-6>

<sup>49</sup> Ce chiffre correspond à la moyenne de la formation de base de tous les États des États-Unis, statut 16.10.2020, voir <https://www.trainingreform.org/state-police-training-requirements>

<sup>50</sup> Cadre de base de la formation de base (= formation des inspecteurs). En comparaison, l'Allemagne compte 2861 heures et la Lituanie 1560 heures. Voir l'étude comparative sur la formation de base de la police réalisée par l'OSCE, <https://www.osce.org/files/f/documents/f/7/423401.pdf>.

<sup>51</sup> L'usage de la force est entre autres réglementé pour tous les services de police par la loi sur la fonction de police (LFP) du 5 août 1992 (articles 1, 37, 37bis, 38), le code pénal (articles 70 et 257), la circulaire GPI 48 du 17 mars 2006 relative à la formation et à l'entraînement à la maîtrise de la violence des membres du personnel du cadre opérationnel des services de police et la circulaire GPI 62 du 14 février 2008 concernant l'armement de la police intégrée, structurée à deux niveaux.

<sup>52</sup> Le ministère américain de la justice a annoncé le 21.10.2020 qu'il avait alloué 3 millions de dollars à la création d'un centre national qui assurera la formation et le soutien nécessaires pour aider les services de répression à prévenir l'usage excessif de la force, Voir <https://apnews.com/article/virus-outbreak-police-health-law-enforcement-agencies-police-brutality-7002f956da7bbb5bf1552510bc66ebf6>

	<u>États-Unis</u>	<u>Belgique</u>
contre les violences policières illégales		appliqués partout de la même manière <sup>53</sup> .
Une base de données unique pour cartographier les violences policières	Non <sup>54</sup>	Non
Nombre de personnes tuées par une intervention de la police	1009 <sup>55</sup>  = 33,5 <sup>56</sup> pour 10.000.000 de personnes	Pas de chiffres clairs pour la Belgique <sup>57</sup>  Pour les Pays-Bas <sup>58</sup> , ce taux est de 2,3 pour 10 000 000 de personnes
Un seul code de déontologie ?	Non <sup>59</sup>	Oui

<sup>53</sup> Après tout, il existe des centaines d'autorités disciplinaires qui peuvent juger individuellement des méfaits.

<sup>54</sup> Le FBI dispose déjà d'une telle base de données, mais elle n'est utilisée que par 40 % des forces de police. Le FBI n'a jamais publié de chiffres à ce sujet. L'ancien président américain Donald Trump a également pris des mesures en vue de créer une base de données unique pour coordonner le partage d'informations entre les services répressifs sur les cas de recours excessif à la force. L'objectif est de mettre régulièrement et périodiquement à la disposition du public des données anonymisées provenant de la base de données. Voir <https://www.washingtonpost.com/crime-law/2020/06/17/fbi-launched-database-police-use-force-last-year-only-40-percent-police-participated/>.

<sup>55</sup> 2019

<sup>56</sup> Voir <https://www.statista.com/statistics/1124039/police-killings-rate-selected-countries/>

<sup>57</sup> Selon un rapport non publié du Service de prévention interne de la police fédérale daté de juin 2020, 2 personnes sont mortes à la suite de l'utilisation d'une arme à feu en 2019. Ce sont les cas qui ont été signalés à ce service. Toutefois, le rapport montre que tous les cas ne sont pas signalés. Par exemple, les formulaires sur lesquels les incidents liés aux armes à feu sont signalés n'indiquent pas toujours les conséquences pour les tiers. Parfois, les conséquences fatales (lorsque le décès survient plus tard) ne sont pas connues au moment où le rapport est rédigé. Parfois, le policier qui rédige le rapport y accorde moins d'attention, car il se concentre davantage sur les policiers blessés.

<sup>58</sup> Voir <https://www.cfr.org/backgrounder/how-police-compare-different-democracies>

<sup>59</sup> Chaque service a son propre code déontologique, voir entre autres <http://nysheriffs.org/wp-content/uploads/Code-of-Ethics-for-Sheriffs.pdf> et <https://queenannessheriff.org/wp-content/uploads/2020/04/102-%E2%80%93-Oath-of-Office-and-Code-of-Ethics.pdf>, [https://www.lapdonline.org/lapd\\_manual/code\\_of\\_ethics.htm](https://www.lapdonline.org/lapd_manual/code_of_ethics.htm).



	<u>États-Unis</u>	<u>Belgique</u>
Nombre d'organismes de contrôle	Le numéro <sup>60</sup> n'est pas connu. Diverses initiatives <sup>61</sup> sont prises.	3 <sup>62</sup>
Ratio de la population possédant une arme enregistrée	120,5 armes pour 100 habitants	12.7 armes pour 100 habitants <sup>63</sup>

La comparaison ci-dessus<sup>64</sup> nous apprend que sur un certain nombre de points cruciaux, les services de police des États-Unis diffèrent fortement de la police belge. Les observations suivantes sont importantes :

- Le cadre culturel "la fonction de police d'excellence", qui inclut notamment l'approche orientée vers la communauté, est applicable à tous les services de police belges. Ce n'est pas le cas aux États-Unis.
- Aux États-Unis, on consacre plus de temps à la formation sur les armes à feu et moins à la formation à la désescalade. La Belgique dispose d'un vaste cadre réglementaire axé sur la lutte contre la violence<sup>65</sup>, sur lequel se greffe également la formation.
- Le Code de conduite des Nations unies pour les responsables de l'application des lois<sup>66</sup> ne prévoit le recours à la force qu'en dernier ressort. La police américaine, en revanche, peut légalement recourir à la force meurtrière si elle a des raisons de croire qu'elle-même ou d'autres personnes sont en danger. En revanche, la Convention européenne des droits de l'homme, qui a été ratifiée par quarante-sept pays, n'autorise le recours à la force qu'en cas de "nécessité absolue". L'article 37 de la loi belge sur la fonction de police stipule que la violence ne peut être utilisée que pour poursuivre un but légitime qui ne peut être atteint par d'autres moyens. En outre, tout

<sup>60</sup> Aux États-Unis, il existe des forces de police pour lesquelles il existe un organe de contrôle de la police, mais il y a aussi des forces de police qui n'en ont pas.

Voir [https://www.nacole.org/police\\_oversight\\_by\\_jurisdiction\\_usa](https://www.nacole.org/police_oversight_by_jurisdiction_usa)

<sup>61</sup> Ces initiatives ont vu le jour à la suite des protestations qui ont suivi la mort de George Floyd. Par exemple, le colonel Christopher Mason de la police d'État du Massachusetts a annoncé des réformes visant à rendre les enquêtes et les inspections internes plus efficaces. Un bureau de l'intégrité professionnelle sera également créé. Voir <https://www.masslive.com/police-fire/2020/10/massachusetts-state-police-consolidate-two-internal-investigations-units-into-new-office-overseeing-complaints-against-officers.html>

Traduit avec [www.DeepL.com/Translator](http://www.DeepL.com/Translator) (version gratuite)

<sup>62</sup> Le Comité P, le COC et l'Inspection générale, chacun d'entre eux ayant des pouvoirs spécifiques. En outre, chaque zone de police et la police fédérale disposent d'un service de contrôle interne.

<sup>63</sup> Selon l'Institut flamand pour la paix, il y avait 781 419 armes à feu enregistrées en juin 2018.

Voir [https://vlaamsvredesinstituut.eu/wp-content/uploads/2019/03/20110726\\_factsheet\\_feiten\\_en\\_cijfers\\_vuurwapenbezit.pdf](https://vlaamsvredesinstituut.eu/wp-content/uploads/2019/03/20110726_factsheet_feiten_en_cijfers_vuurwapenbezit.pdf)

<sup>64</sup> Voir aussi <https://factcheck.vlaanderen/factcheck/amerikaanse-politie-doodt-echt-meer-burgers-dan-andere-politiekorpsen>

<sup>65</sup> Il s'agit par exemple de la circulaire GPI 48 du 17.03.2006 relative à la formation et à l'entraînement à la maîtrise de la violence des membres du personnel du cadre opérationnel des services de police, de la circulaire GPI 48bis du 17.08.2012 concernant l'intervention en cas d'incidents AMOK, de la circulaire GPI 62 du 14.02.2008 concernant l'armement de la police intégrée, structurée à deux niveaux ou de la circulaire GPI 81 du 21.07.2014 qui définit les procédures, la répartition des tâches et l'utilisation de la force et de la violence dans les équipes spéciales d'assistance de la police locale.

<sup>66</sup> Voir <https://www.un.org/ruleoflaw/blog/document/code-of-conduct-for-law-enforcement-officials/>

recours à la force doit être précédé d'un avertissement préalable, à moins que cela ne rende l'utilisation de la force inefficace.

- L'existence d'organes de contrôle externes en Belgique permet un contrôle et une surveillance permanents des services et du personnel de police. Ce n'est pas le cas aux États-Unis où de nombreuses plaintes contre la police sont traitées au sein même de la police.
- La police américaine a été fortement militarisée au cours des dernières décennies<sup>67</sup>, ce qui n'est pas le cas de la police belge.
- Environ 0,80 % du PNB a été consacré à la police aux États-Unis en 2017, pour la Belgique c'est environ 1 %. En comparaison, la Finlande se situait autour de 0,50 % et la Hongrie au-dessus de 1,25 %.
- Comme certains chefs de police aux États-Unis sont nommés à l'issue d'élections, la politique peut être influencée par les promesses faites pendant le programme électoral. Cette influence n'existe pas en Belgique puisque les chefs de police ne sont pas élus par la population. En Belgique, une commission de sélection de sept membres entend<sup>68</sup> les candidats pour la fonction de chef de corps de police locale, après quoi le conseil communal ou le conseil de police prend une décision.
- Le suivi des plans de la politique est difficile aux États-Unis car les acteurs sont nombreux. C'est le cas même pour un plan antiterroriste<sup>69</sup>.
- Les diplômes requis pour entrer dans les académies de police varient aux États-Unis d'une ville à l'autre et d'un État à l'autre. La formation au niveau local varie d'une école à l'autre, mais il y a une constante : la formation des candidats doit être rapide afin qu'ils puissent être rapidement déployés sur le terrain<sup>70</sup>.
- La culture des armes est différente aux États-Unis par rapport à la Belgique<sup>71</sup>. Le droit de posséder et de porter une arme à feu est mentionné dans le deuxième amendement de la Constitution américaine qui stipule que "*le droit du peuple à posséder et à porter des armes ne peut pas être violé*". Ce principe a un impact important sur toute intervention de la police ; le policier intervenant part du principe qu'une arme peut toujours être présente.
- Pour presque toutes les services de police américaines, il existe un statut disciplinaire spécifique. Ce n'est pas le cas en Belgique, mais il faut se demander si le système belge ne conduit pas à une fragmentation parce qu'il n'y a pas d'approche uniforme basée sur une approche centralisée de la sanction des transgressions disciplinaires. Après tout, il existe plus de 250 autorités disciplinaires en Belgique.

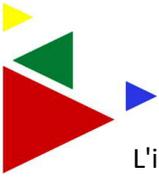
<sup>67</sup> Voir <https://www.law.kuleuven.be/home/onderzoek/nieuws-onderzoek/cyrille-fijnaut-over-de-militarisering-van-de-amerikaanse-politie>

<sup>68</sup> Outre le bourgmestre ou le Président du Collège de police, ils comprennent un autre mandataire de police, un directeur de la police fédérale, un expert extérieur aux forces de police, le gouverneur, le procureur de la Roi et l'inspecteur général ou l'inspecteur général adjoint.

<sup>69</sup> Il s'agit d'un entretien avec l'officier de liaison belge aux États-Unis, le Commissaire divisionnaire Patrick Stevens.

<sup>70</sup> Ibidem.

<sup>71</sup> Selon Serge Jaumain, professeur d'histoire contemporaine à l'ULB, cet amendement, adopté 4 ans après l'adoption de la Constitution, constitue une sorte de concession aux anti-fédéralistes qui étaient très préoccupés par le pouvoir que pouvait exercer le président américain. Ils devaient avoir des armes pour se défendre contre le gouvernement central.



L'intérêt croissant pour le bon fonctionnement de la justice et de la police, non seulement en Belgique mais aussi aux États-Unis, est démontré par un rapport complet<sup>72</sup> publié fin 2020. Entre autres choses, le rapport recommande que les services répressifs continuent à donner la priorité au développement et au maintien de relations solides et positives avec toutes les parties de la communauté, qu'ils disposent d'un système qui doit permettre de mener des enquêtes administratives sur les allégations de mauvaise conduite du personnel de la police et d'usage abusif de la force, et, parmi de nombreuses autres propositions, il souligne également la nécessité d'accorder plus d'attention dans la formation de la police à la manière de traiter l'usage de la force.

---

<sup>72</sup> Commission présidentielle sur l'application de la loi et l'administration de la justice, décembre 2020, Voir <https://www.justice.gov/file/1347866/download>

